



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68-2544

**Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société BASF HCF France SAS
concernant l'installation qu'elle exploite à Boussens (31360), ZI de l'Estarac**

N° 094

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2007 réglementant les activités exploitées par la société BASF HCF France SAS sur le site de Boussens ;

Vu le courrier transmis par la société BASF HCF France SAS en date du 19 juillet 2018 relatif à la déclaration d'une situation de dépassement d'émissions de COV sur le site de Boussens ;

Vu le rapport du 17 août 2018 de l'inspection des installations classées ;

Considérant le non-respect de la valeur limite de rejet en COV par la société BASF HCF France SAS sur son site de Boussens ;

Considérant que dans son analyse des éléments transmis par la société BASF HCF France SAS par courrier du 19 juillet 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- non-respect de la valeur limite de rejet en COV fixée à 110 mg/Nm³ par l'article 3.8 (alinéa 2) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2007 susvisé ;
- non-respect des dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2007 susvisé ;

Considérant que le non-respect des dispositions prévues aux articles 3.4 et 3.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé est susceptible de remettre en cause la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'information de la société BASF HCF France SAS aux articles L.171-6 et L.514-5 susvisés a été réalisée par lettre de l'inspection des installations classées en date du 20 août 2018 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BASF HCF France SAS de respecter les prescriptions des articles 3.4 et 3.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2007, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1^{er}. – La société BASF HCF France SAS, exploitant les installations implantées, ZI de l'Estarac à Boussens, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :

- de l'alinéa 2 de l'article 3.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2017 rappelées ci-dessous : « Ces effluents gazeux font l'objet d'un traitement afin que la concentration résiduelle en COV soit inférieure à 110 mg/Nm³ » ;
- de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2017 rappelées ci-dessous : « Les installations de traitement des effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées. ».

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès tribunal administratif de Toulouse :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ;
- 2° par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Art. 5. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le maire de la commune de Boussens et le directeur de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le – 8 OCT. 2018

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général.

Jean-François COLOMBET